

LE DEVOIR.com

Libre de penser

[Accueil](#) > [Société](#) > [Actualités en société](#) > [Mourir dans la dignité - Pour l'amour de la vie](#)

Mourir dans la dignité - Pour l'amour de la vie

Marie-Andrée Chouinard 17 novembre 2011 Actualités en société

Le Canada est-il prêt à revoir les balises légales qui encadrent la fin d'une vie, en les orientant vers le concept d'«aide à la mort»? Population vieillissante, prolongation de l'espérance de vie, soins palliatifs insuffisants: voilà autant d'éléments qui militent en faveur d'une modification du régime actuel, qui ne permet pas à tous ceux qui le souhaitent de mourir dignement.

En l'espace de dix-huit ans, avons-nous évolué? Est-il possible de discourir calmement du respect de la vie sous l'angle délicat et primordial de la mort dans la dignité? À ces deux interrogations, lancées vers nos dirigeants sous la forme d'un vœu, espérons pouvoir sous peu répondre oui.

Dix-huit ans, c'est l'éternité et l'interlude qui se sont écoulés entre le combat de deux femmes: Sue Rodriguez en 1993, et Gloria Taylor aujourd'hui. Toutes deux subissent la maladie de Lou Gehrig et savent fort bien les souffrances (lucides) que leur imposera cette maladie dégénérative: incapacité à marcher, parler, avaler. Arrêt de la vie, au sens où elles l'entendent. Fin de la vie valant la peine d'être vécue. Chacune en leur temps, toutes deux implorent la Cour suprême de leur permettre le droit au suicide assisté, interdit par le Code criminel. À Sue Rodriguez, la Cour a dit non, à cinq contre quatre. Gloria Taylor rêve de choisir elle-même sa sortie de piste, en accord avec la loi.

Dans ces débats essentiels où se croisent le droit, la médecine et l'éthique, il ne suffit pas de sautiller dans un camp de partisans ou dans celui des détracteurs, sans parsemer la réflexion des nuances qui s'imposent. La riche et éprouvante Commission sur la question de mourir dans la dignité, de laquelle le Québec vient de s'extirper sans avoir encore de conclusion ferme à présenter, en est la preuve.

Tout comme le percutant rapport que vient de produire la Société royale du Canada («Prise de décisions en fin de vie»), qui conclut sans détour qu'il est grand temps «de revoir les questions de politique publique qui touchent l'aide à la mort». Voilà une brique inspirante, pour quiconque — parti au pouvoir ET par terre de l'opposition! — serait atteint de frilosité malade à la seule évocation d'une réouverture des discussions dans le champ de l'euthanasie ou du suicide assisté.

Il y a bien plus dans cette réflexion qu'une suggestion de remise à jour du cadre légal, accompagnée bien sûr des outils de surveillance appropriés. On y apprend surtout à quel point cette société, qui pourtant très bientôt additionnera ses centaines et multipliera ses aînés en raison d'une espérance de vie enrichie, est toujours embarrassée de cette mort dont elle n'ose même pas parler. S'enchaîne une série de déconvenues qui vont de l'accès défaillant aux soins palliatifs — 95 % des personnes mourantes pourraient en avoir besoin au Canada, mais 70 %

n'y ont pas accès — jusqu'à l'incapacité presque complète de satisfaire le souhait de la majorité de terminer ses jours à la maison — le Québec fait figure de cancre à ce chapitre.

Le Québec a eu cette audace d'ouvrir la discussion sur l'enjeu de respect de la vie associé à la dignité de l'être humain. La réponse de la population a été vive, touchante, généreuse. Les commissaires ont demandé un délai pour rendre leurs conclusions, qu'on espère franches, éloignées des positions vacillantes habituelles, qui n'incitent pas aux réformes. Le Canada n'a montré aucune ouverture pour ce type de débat, mais les tribulations des tribunaux l'inciteront peut-être à plonger.

Car des Gloria Taylor, il y en aura d'autres. À qui on espère pouvoir offrir, hors de l'agitation des cours et sans querelles interminables et «indignes», un ultime salut respectant leur dernière volonté: le droit à la dignité.

mort, euthanasie, suicide assisté

Haut de la page

Recommander

1

1